



JUILLET 2015

PCF/pôle Écologie

Hervé Bramy

Valérie Goncalves

CLIMAT

SIGNEZ ET FAITES SIGNER LA PÉTITION !

La conférence Paris Climat-2015 approche à grand pas. Tout s'accélère : articles de presse, reportages TV et radio, prises de position telle celle du pape François, initiatives de la société civile avec Alternatiba et la Coalition 21 ou politique avec EELV, qui invitent les partis à dire ce qu'ils font pour le climat...

Et les communistes alors ? En lien avec les ateliers climat lors du Forum européen des Alternatives, nous avons lancé, place de la République, la pétition internationale et citoyenne Paris Climat 2015 pour sauver la planète et l'humanité, élaborée avec d'autres formations progressistes dans le monde. Sa présence sur le site internet du Parti ne peut suffire évidemment à lui donner son caractère populaire. Or, l'urgence d'agir reste cruciale car de plus en plus de doutes s'expriment sur la capacité des chefs d'États de déboucher sur un accord de haut niveau (cf article Communistes -10 juin 2015) .

Les points de blocage sont bien connus. Le niveau d'engagement de réduction des émissions de gaz à effet de serre de chaque pays. Pour l'instant, ils ne permettent pas d'affirmer que nous limiterons le réchauffement à 2°C maximum en 2100. Si cela devait être le cas, les conséquences seraient dramatiques (voir J.F. Doussin et X. Compain). Celui des engagements financiers suite aux promesses formulées par les pays riches lors du sommet de Copenhague (100 milliards de dollars par an d'ici 2020). À ce jour, le Fond Vert pour l'adaptation des pays en développement est doté de seulement 10 milliards.

La pétition ci-jointe est donc conçue comme un liant afin d'engager le débat, des rassemblements et bien sûr de recueillir des signatures par milliers. Les fêtes fédérales et la campagne des régionales seront de bons vecteurs de mobilisation. Nous nous tenons à la disponibilité des militant-e-s.

Hervé Bramy

membre du Conseil national du PCF
en charge du pôle Écologie



PARIS CLIMAT 2015-PÉTITION
<http://www.pcf.fr/71505>

MAUVAISE nouvelle BONNE

L'OMS vient de classer
enfin les 3 pesticides
DDT, l'Indane, le 2,4D
produits cancérigènes
à quand leur interdiction ?

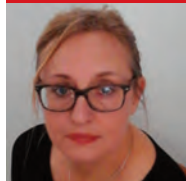
30% environ des colonies
d'abeilles disparaissent
chaque année en France

dans ce numéro spécial campagne internationale Paris Climat 2015

- 2• trois questions à : Nathalie Simonnet, secrétaire de la Fédération de Seine-Saint-Denis
alimentation et climat : le point de vue de Xavier Compain, membre du CN en charge de l'Agriculture
- 3• la France et le climat : par Jean François Doussin, professeur à l'Université Paris-Est Créteil
- 4• actualités : événements - informations - à lire et à diffuser - livres et publications

contact :
jyoudom@pcf.fr
01 40 40 11 59

Nathalie Simonnet



secrétaire
départementale de
Seine-Saint-Denis
membre du CEN

trois questions

La Seine-Saint-Denis va accueillir, au Bourget, la COP 21 sur le climat. Comment les communistes se préparent-ils à cet événement ?

Très franchement, je pense que longtemps nous avons considéré que les enjeux climatiques, environnementaux étaient secondaires au regard des très grandes difficultés sociales que connaît notre population.

Aujourd'hui, plus personne ne peut dire que ce sont des questions pour demain ou pour d'autres.

Ce combat est au cœur de notre engagement contre le capitalisme. C'est au nom de ce système, des profits, de la libre concurrence que l'on poursuit les aberrations environnementales que l'on connaît aujourd'hui.

Il est incontestable que nous sommes dans l'urgence à agir, notamment pour le climat. En tant que parti, nous avons toute notre place à prendre. Les communistes du département vont s'emparer de la pétition internationale sur le climat pour aller à la rencontre des salariés et les habitant-e-s. Nous serons de toutes les mobilisations.

Les élus sont-ils également mobilisés ?

Oui, les élus communistes sont fortement engagés sur ces enjeux environnementaux. Nos collectivités mènent des actions concrètes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), que ce soit à partir d'opérations

sur le bâti, notamment son isolation, de la prise en compte de la précarité énergétique, de la réduction des déchets ou encore du développement des transports en commun.

C'est pourquoi nous ne pouvons laisser faire un « Central Park » en plein cœur de notre parc Georges Valbon à la Courneuve. C'est pas le moment de porter atteinte à l'un des pommiers vert de notre département.

Cette bataille peut-elle servir à réduire dans un même mouvement les inégalités sociales et environnementales ?

Il n'y a pas d'un côté le social et de l'autre l'environnemental, d'autant que ce sont les plus modestes qui vivent dans les logements qui sont de vraies passoires énergétiques et le long des voies de grandes circulations.

Nous voulons porter des propositions concrètes pour réduire la production de GES dans notre région, le bâti et le transport routier étant les secteurs les plus émetteurs.

Nous veillons à ce que les projets de rénovation thermique dans les logements anciens bénéficient bien aux personnes les plus en difficultés ; et travaillons avec les cheminots à de vraies solutions pour réduire considérablement le nombre de camions qui traversent chaque jour l'Île-de-France.

Ces propositions seront au cœur des élections régionales.

Xavier Compain



membre du Conseil
national du PCF
en charge de
Agriculture
pêche, forêt

planète et climat : pour une réforme agraire internationale

Chaque année, la faim tue plus que le Sida, le paludisme et la tuberculose réunis. Ce que la FAO vient de confirmer en annonçant qu'une personne sur neuf souffre de la faim (795 millions). La majorité des personnes sous-alimentées vivent en Asie (526 millions). Toutes les dix secondes un enfant de moins de cinq ans meurt de faim.

Dans les pays en développement, 66 millions d'enfants en âge d'aller à l'école ont le ventre vide. Il suffirait de 3,2 milliards de dollars US pour les nourrir. Il faudra nourrir demain plus de neuf milliards d'êtres humains dans le monde. Les projections pour 2050 annoncent que même sous la barre des 2°C de réchauffement, la moitié de la planète sera exposée à la faim !...

Chiffres terrifiants d'un seul et même combat contre la faim, pour la souveraineté alimentaire et la justice climatique. Aussi l'année 2015 est une année importante pour le financement du développement à Addis-Abeba, en juillet, puis pour le devenir climatique avec la COP 21 de Paris en décembre.

.../...

Comment des pays, déjà sous le joug des politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI, dont les terres sont accaparées et les licences de pêche bradées, pourront-ils financer la relocalisation de leurs agricultures ? Il est à craindre que cette absence de politique publique à tous les niveaux, engoncée dans le libéralisme, impose une concentration de l'agriculture sous le pouvoir de gros propriétaires et de multinationales de l'agro-industrie, employant des ouvriers déplacés et sous-payés, pillant les ressources.

.../...

Dans ce mouvement, les communistes français invitent à des coopérations et solidarités réelles avec les forces en lutte contre l'impérialisme, avec des forces progressistes, mouvements ou gouvernements, qui se dotent d'alternatives face au capitalisme. En ce sens, nous proposons de mener des campagnes publiques internationales comme celle actuellement engagée sur le climat, initiée par le PCF avec d'autres forces politiques en Europe et dans le monde.

extraits d'un article à paraître
dans Recherches internationales - juillet 2015

Jean-François
Doussin



professeur
à l'Université
Paris-Est Créteil

quel climat pour la France ?

Niveau des mers, régime des précipitations, canicules, pollution atmosphérique, production agricole, ressource en eaux, biodiversité...
la litanie des plaies qui menacent notre planète – et singulièrement notre pays – est telle que quelques sceptiques ont beau jeu de mener un procès en catastrophisme contre la communauté scientifique.
Celle-ci cependant s'est mobilisée
– d'une manière encore inédite dans l'histoire de l'humanité – pour produire avec rigueur les éléments rationnels censés alimenter un débat démocratique encore trop marqué par la gesticulation et l'ignorance.

Le dernier rapport du GIEC¹ prévoit une hausse de 2 à 6 °C de la température globale moyenne pour le XXI^e siècle.

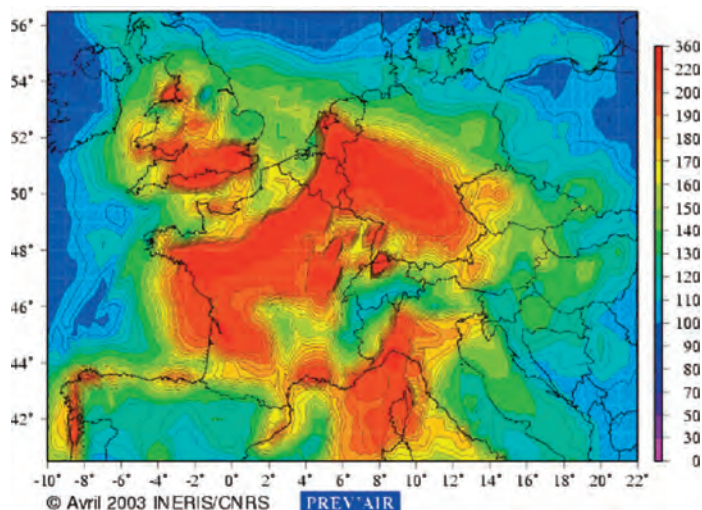
Pour la France, l'impact sur les canicules devrait être plus sensible : si 7 des 10 étés les plus chauds ont eu lieu depuis les années 1990, à la fin du siècle, c'est un été sur deux qui sera aussi chaud que celui de 2003. Plusieurs simulations montrent que le nombre de jours de canicules passerait de 10 à 50 jours de canicules par an à la fin du siècle, contre moins de 5 actuellement. Or l'été 2003 avait occasionné près de 15 000 morts supplémentaires, principalement chez les retraités et les travailleurs de force, mais il s'était également accompagné d'épisode de pollution atmosphérique sans précédent couvrant toute l'Europe préfigurant peut-être la qualité de l'air future. Les événements extrêmes devrait donc être impactés mais aussi – et de façon chronique – la ressource en eau. Les différentes simulations effectuées à l'aide de modèles climatiques régionalisés sur la France ont permis d'apporter des informations capitales sur les sécheresses du XXI^e siècle. Lors du premier tiers du siècle, les simulations montrent une probabilité d'apparition de sécheresse légèrement plus importante en toute saison mais cette tendance s'accroît rapidement dès le milieu de siècle. Les sécheresses seront probablement plus étendues géographiquement et plus longues. L'évolution sera plus marquée dans les zones aujourd'hui plus humides. Enfin, l'aggravation générale touchera plus fortement les sécheresses les plus intenses. Dès le milieu du siècle, des épisodes de sécheresse d'une sévérité sans égal pourraient ainsi apparaître.

Bien entendu, on peut s'attendre à une rétroaction sur les feux de forêt. Des chercheurs ont pu reconstituer le risque « feux de forêt »² de 1958 à l'horizon 2100 : les simulations montrent une augmentation constante de la

fréquence des jours présentant un risque de feux de forêt, ainsi qu'une saison propice aux incendies plus longue tandis que les territoires à risque devraient s'étendre vers le nord de la France. La valeur moyenne de l'IFM aurait augmenté de 18% entre la période 1961-1980 et la période 1989-2008. À l'horizon 2040, l'IFM moyen devrait progresser de 30%. Cette augmentation monte pour certaines simulations jusqu'à 75% d'ici 2060.

Pour les tempêtes cependant, l'état actuel des connaissances permet d'affirmer qu'elles ne seront pas plus nombreuses ou plus violentes en France au cours du XXI^e siècle. Cependant, de nombreuses études s'accordent sur un changement de leurs trajectoires vers le Nord. Les événements cévenoles sur les reliefs méditerranéens devraient, par contre, être plus fréquents et potentiellement plus violents à la fin du XXI^e siècle. Cette étude n'étant basée que sur un seul modèle climatique, les climatologues cherchent encore à confirmer ou non ces premières conclusions – d'autant que d'intenses campagnes sont actuellement en cours sur la sensibilité du bassin méditerranéen au changement climatique.

concentration d'ozone au niveau du sol lors de la canicule de 2003 : dans un contexte de canicule les « panaches de pollution » des grandes agglomérations se connectent et finissent par recouvrir toute l'Europe



1. Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat

2. L'indice forêt météo (IFM), estime le risque de feux de forêt en synthétisant la probabilité de départ d'un feu et son risque de propagation. De nombreuses études ont montré une corrélation claire entre l'IFM moyen et le nombre de départs de feu.

ÉVÉNEMENTS

- En décembre 2014, au Bangladesh, une marée noire détruit la plus grande forêt de palétuviers du monde dont 200 000 personnes dépendent. Où sont les réactions à la hauteur de cette catastrophe ?
- Le gouvernement présente ([Le Monde.fr/planete/article 02 04 2015](http://LeMonde.fr/planete/article/02-04-2015)) la feuille de route verte : remplacer les voitures diesel par la voiture électrique. Pendant ce temps dans les transports collectifs la TVA augmente de 7 à 10%, on supprime des lignes de chemin de fer et M. Macron privatise les autobus de remplacement. « Rouler propre reste toujours interdits aux plus modestes ». (communiqué du PCF du 04.02.2015). Quant à la vignette : « familles populaires, une fois encore empêchées de circuler » (communiqué du PCF du 02.06.2015).
- Ne ratez pas l'université d'été du PCF aux Karellis, les 28, 29 et 30 août avec des débats et des conférences sur le climat, l'énergie, l'eau, la sécurité industrielle... Inscrivez-vous!

INFORMATIONS

- Pour connaître le bilan énergétique de la France : www.statistiquesdeveloppement-durable.gouv.fr.
- Le rapport du GIEC du 02.11.2014 propose « d'utiliser contre le réchauffement climatique toutes les énergies hors carbone : solaire, éolien, bioénergie, nucléaire... Pourquoi certains n'en parlent pas ? »
- En décembre 2014, le pôle énergie d'Alstom est vendu à General Electric (USA). Les turbines à vapeur nous échappent. Avec la privatisation des barrages hydroélectriques, la « transition énergétique » joue contre l'indépendance nationale et le service public. Aujourd'hui AREVA est menacé avec des milliers d'emplois en cause. « Ce n'est pas aux salariés de servir de variable d'ajustement » (communiqué PCF du 07.05.2015). La casse industrielle se poursuit. Voir à ce sujet la brochure *Convention nationale du PCF sur l'industrie 22/23 11 2015* (PCF. La revue du Projet n° hors-série 5€).
- La *Journée mondiale de l'océan* des Nations unies a été célébrée le 8 juin à l'UNESCO à Paris. Voir le site IFREMER ou www.expedition-med-eu.
- Voir journées « Eau, radioécologie et environnement » 03.11.2014 avec 30 communications (www.sfrp.ass.fr).
- Le Conseil économique, social et environnement (CESE : www.lecese.fr/) a voté deux avis l'un sur la COP 21 « Réussir la conférence climat Paris 2015 », l'autre présenté par Alain Obadia, voté à l'unanimité, « Le stockage de l'énergie électrique, une dimension incontournable de la transition énergétique ».
- Le 24 mars dernier, le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité a été adopté en première lecture à l'Assemblée nationale. Il sera débattu au Sénat à l'automne.

À LIRE ET DIFFUSER

La France en commun (www.pcf.fr). Invitation à écrire un projet d'émancipation humaine. On y trouve en particulier nos propositions : « Émancipation sociale et défi écologique » ; « vers un nouveau mode de développement social et écologique », « répondre au défi climatique »

Revue *Économie & Politique*

- octobre 2014. Jean A. Tournebise : « Jean Tirole : théoricien de la casse du service public de l'énergie »
- novembre 2014. Alain Vigier : « Nouvelle crise pétrolière ou nouveau chapitre de l'histoire des marchés pétroliers »

Revue *Progressistes* : n° 6 - 2014 - dossier sur l'économie circulaire
n° 7 - 2015 - dossier sur les énergies renouvelables



LIVRES ET PUBLICATIONS

Gérard Le Puill : *L'écologie peut encore sauver l'économie*, Ed. P. Galode et l'humanité. 2015, 313 p.

L. Foulquier, J. Cl. Cauvin : *L'énergie, les chiffres et l'idéologie* - La Pensée n° 380 - octobre 2014 - p. 29 à 39

Pour accéder au Panorama Cop 21, voir <http://acteurseg.net/L-actualites-de-la-cop-21>